

**Manifestation Nationale « Retraités-Retraitées » le mardi 3 juin à Paris
Contre le plan d'austérité
Pour l'augmentation des retraites
Pour un autre partage des richesses.**

Un gouvernement qui prend dans les poches du plus grand nombre.

Le gouvernement Hollande-Ayrault avait déjà donné le ton en novembre 2012 avec l'invention à compter du 1^{er} janvier 2013 d'un « Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi » (CICE) qui permettait aux entreprises de réduire leur impôt d'une somme égale à 6 % des salaires versés. Cette perte de recettes fiscales de 20 milliards d'euros chaque année allait être compensée par 10 milliards de coupes dans des dépenses publiques (suppressions d'emplois, blocage de salaires, etc) et 10 milliards par une augmentation de la TVA à compter du 1^{er} janvier 2014. **Les personnes retraitées ont été, bien entendu, atteintes par ces augmentations de la TVA.** Le maintien du gel du barème de l'impôt sur le revenu commencé par le gouvernement Sarkozy-Fillon conduisait à récupérer plusieurs milliards d'euros sur des personnes à faibles revenus jusqu'alors non imposables. **Parmi ces nouveaux contribuables à l'impôt sur le revenu, il y avait aussi des personnes retraitées. Le gouvernement semble décidé à abandonner cette disposition pour les prochaines années, mais des centaines de milliers de personnes ont eu cette charge supplémentaire pendant deux ans.**

Le gouvernement Hollande-Ayrault avait poursuivi en automne 2013 avec une nouvelle « réforme des retraites » répondant aux exigences des marchés financiers exprimées par la Commission de Bruxelles. Cette nouvelle réforme venait confirmer et aggraver toutes les réformes déjà engagées par d'autres gouvernements depuis 1993, avec un nouveau recul de l'âge du départ en retraite, mesure, parmi d'autres, permettant de maintenir un chômage important. **Certaines dispositions de cette réforme des retraites visaient directement les personnes retraitées. Ainsi, la « revalorisation des pensions en fonction de l'inflation », déjà reportée par Sarkozy du 1^{er} janvier au 1^{er} avril, était reportée au 1^{er} octobre. Ceci va coûter plus d'un milliard aux retraités. Par ailleurs, quelques mesures étaient prises qui allaient augmenter l'impôt sur le revenu des retraités.**

Depuis les « vœux » du Président de la République le 31 décembre 2013 et sa conférence de presse du 14 janvier 2014, cette politique de redistribution au profit de la minorité la plus riche s'est accélérée. Après le « choc de compétitivité », après le « choc de simplification », nous était lancé un « Pacte de responsabilité ». Et c'est un autre Premier ministre, Valls, qui est chargé de le mettre en œuvre. Cette fois, ce sont les cotisations patronales de la branche famille qui sont allégées de 10 milliards d'euros. L'impôt sur les sociétés passera de 33 % à 28 % et d'autres taxes et impôts concernant les entreprises seront supprimés. Ces nouveaux cadeaux continuent d'être payés par le plus grand nombre, par des coupes dans d'autres dépenses publiques (Etat, Hôpitaux, Collectivités locales, Assurance maladie et Sécurité sociale), par des diminutions de prestations sociales. **Les personnes retraitées sont encore visées, notamment par le report de 12 mois supplémentaires de la « revalorisation » (du 1^{er} octobre 2014 au 1^{er} octobre 2015).**

**Le 3 juin 2014, à l'appel des organisations syndicales de retraités
CGT, FO, CFTC, UNIRS Solidaires, FSU, FGR-FP et des associations UNRPA et LSR
Rassemblement à 11 heures, Place Joffre, face à la Tour Eiffel (Métro Ecole Militaire)
Puis manifestation jusqu'au Ministère de la Santé et des personnes âgées.**

Ce qui est pris au plus grand nombre est donné à la minorité privilégiée la plus fortunée.

A chaque fois qu'un gouvernement prend des mesures favorables aux plus riches, et ce depuis des dizaines d'années, il habille son choix idéologique d'un verbiage technique et économiste prétendant que ceci est « bon pour l'emploi ». Pendant que le Medef (il ne faut pas confondre le grand patronat et toutes les entreprises individuelles) et le gouvernement pratiquent des politiques de maintien d'un chômage de masse (essentiellement en ne prenant pas en compte les énormes gains de productivité dans la réduction du temps de travail), ils n'ont de cesse de prendre des mesures participant d'un partage inégalitaire des richesses au profit des plus riches, mais en les présentant comme autant de mesures contre le chômage. Régulièrement, il est dit aux travailleurs qu'ils « coûtent » trop cher. C'est ce qui est dit aux salariés en France, mais aussi au Portugal, en Allemagne, en Grande-Bretagne, et même en Pologne ou dans certaines régions de Chine. Il nous faut montrer, en face, combien sont coûteux pour l'ensemble de la société le capital et les capitalistes. Le Pacte de compétitivité va, lui aussi, participer à ce partage inégalitaire des richesses. Ce sont, avec d'autres mots, les mêmes politiques qui ont été menées en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Italie, etc. C'est toujours la même formule qui nous est ressortie : « Les profits d'aujourd'hui feront les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». La réalité est tout l'inverse. Dans les années 1980, les entreprises françaises dépensaient en investissements le double de ce qu'elles distribuaient en dividendes. En 2014, elles distribuent deux fois et demie plus de dividendes qu'elles n'investissent, au détriment donc de leur avenir, de leur compétitivité et de l'emploi. Le résultat de ces politiques, c'est bien le résultat souhaité par la classe privilégiée qui est réellement au pouvoir : que les privilèges et les richesses des plus riches et des principaux détenteurs de capitaux soient maintenus, renforcés, confortés. C'est ainsi que les riches sont de plus en plus riches, et que tous les autres sont progressivement appauvris.

Les retraités en colère contre la politique d'austérité et pour d'autres choix économiques, sociaux et budgétaires.

L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) est satisfaite qu'une majorité des organisations syndicales de retraités ait pu se regrouper pour dire non à cette politique d'austérité. La journée du 3 juin 2014, intervenant quelques semaines après les annonces du Premier ministre et avant les choix budgétaires et sociaux de l'automne, est donc une bonne initiative. Nous y appelons avec force et détermination pour sa réussite et pour que le gouvernement, et les députés qui soutiennent de tels choix politiques aujourd'hui, ou qui ont eu les mêmes il y a peu de temps, entendent la protestation de cette partie de la population. Mais nous avons conscience que les intérêts qu'ils servent et qu'ils défendent nécessiteront, pour les vaincre, des mobilisations plus larges regroupant les actifs, les précaires, les chômeurs, les retraités, toutes celles et tous ceux qui sont les victimes des choix faits au service de la finance, des rentiers et du capital. La journée du 3 juin doit s'inscrire dans ce processus d'élargissement et de regroupement des couches sociales décidées à imposer d'autres choix plus solidaires et plus justes pour notre société.

Tous les jours, par les milliards qui sont distribués aux entreprises, et par les dividendes qui sont versés aux actionnaires, les gouvernements et les multinationales du CAC 40 nous prouvent que la France est riche. De l'argent, il y en a. Il est le résultat du travail collectif des hommes et des femmes de ce pays. La première urgence est donc une autre répartition des richesses.

Manifestation le 3 juin 2014

Rassemblement à 11 heures Place Joffre à Paris

Puis, manifestation jusqu'au Ministère de la Santé et des Personnes âgées.